



Liminaire CASL du 30 Septembre 2025

Monsieur le Président,

Avec plus d'un million de manifestant.es dans plus de 250 manifestations, et des centaines de milliers de grévistes dans le privé et le public, la mobilisation unitaire de jeudi 18 septembre est une grande réussite, malgré toutes vos tentatives, les vôtres et celles de vos semblables, pour la faire échouer (nous y reviendrons plus tard). Il s'agit de la plus forte participation à une mobilisation sociale depuis le mouvement contre la réforme des retraites en 2023, et elle envoie un avertissement clair au gouvernement : la colère sociale se renforce !

Cette journée donne un prolongement à la dynamique qui avait débuté le 10 septembre dernier. Cela confirme l'exaspération profonde du pays face à la stratégie de passage en force menée sans relâche par le chef de l'État, au service des plus riches et des grandes entreprises.

Face à l'autoritarisme et à la violence sociale, la lutte continue ! Le Président Macron et son nouveau premier ministre Lecornu doivent immédiatement enterrer le musée des horreurs du projet de budget Bayrou et répondre aux exigences sociales. Nous voulons un autre budget pour répondre aux urgences sociales et environnementales, pour satisfaire à l'attente d'une plus grande justice fiscale, pour dégager des moyens pour nos services publics et abroger la réforme des retraites !

Plus que jamais, l'heure est à l'action. Le gouvernement affaibli ne peut plus ignorer la colère, elle est là, elle est légitime, elle grandit. La balle est désormais dans le camp de l'exécutif du Premier ministre.

À ce jour, le Premier Ministre reste très flou sur ses orientations de politique générale et de budget. Seul le renoncement à la suppression des 2 jours fériés a été annoncé, la ficelle est grosse, et c'est dire s'il y a encore du chemin à faire pour parvenir à un apaisement du mouvement !

Forte de cette dernière journée d'actions, l'intersyndicale avait fixé un ultimatum au Premier ministre le 24 septembre. Celui-ci a reçu les représentant.es des syndicats ce jour-là. Mais l'intersyndicale déplore une occasion manquée, une rencontre « lunaire ».

Après un long échange avec le Premier ministre sur les enjeux qui se posent pour le monde du travail, aucune réponse claire n'a été apportée à la colère et aux revendications des salarié.es, agent.es, demandeurs.euses d'emploi, jeunes, retraité.es ...

Le Premier ministre a expliqué qu'il n'était pas en mesure de connaître la copie finale du budget 2026 qui sera adoptée par le Parlement, alors que l'intersyndicale attendait au moins des pistes sur une copie initiale. Ni rupture avec les mesures présentées en juillet, ni engagement sur ce que pourraient être des mesures de justice sociale et fiscale.

Au-delà des effets de communication, le Premier ministre ne marque aucune rupture et maintient des mesures inacceptables : gel des pensions de retraite et des salaires, baisse des prestations sociales, suppressions de postes dans la fonction publique... et rien de précis sur une énième casse de l'assurance chômage !

Le gouvernement et le patronat ne veulent céder sur aucune des revendications de l'intersyndicale et de la population. Ils refusent les idées de recettes nouvelles qui ne toucheraient pourtant que les ultra-riches dans de faibles proportions et préfèrent continuer à faire payer les travailleur·euses, les chômeur·euses, les précaires, les retraité·es...

Jamais le pouvoir n'a été aussi fragilisé. Emmanuel Macron a été contraint de changer 5 fois de Premier ministre en deux ans, son gouvernement (démissionnaire) n'a pas de majorité et il recule déjà sous la pression. Comme pour chaque avancée sociale, le gouvernement et le patronat refusent de lâcher... jusqu'au moment où ils finissent par y être contraints.

C'est pourquoi l'ensemble des organisations syndicales appelle à une nouvelle journée de grève le 2 octobre pour obtenir l'abandon de ce budget d'austérité, l'abrogation de la retraite à 64 ans imposée par 49-3, l'augmentation des salaires et des pensions, des moyens pour les hôpitaux, les écoles et les universités, des investissements pour réindustrialiser le pays, le conditionnement des milliards d'aides publiques aux entreprises privées, la taxation des grandes fortunes et des profits.

Dans ce contexte politique qui nous voit sans gouvernement légitime et dans une période de mobilisations, les organisations syndicales Solidaires Finances publiques Paris, CGT Finances publiques Paris et FO-DGFIP 75 considèrent, comme ce fut le cas à l'été 2024, que les CSAL qui poursuivent et déclinent cette politique de destruction publique ne peuvent continuer à se tenir. Elles tiennent à préciser qu'elles ne sont pas les « forces du blocage ». S'il est un blocage en France aujourd'hui, il est bien dû à un seul homme, le Président de la République qui refuse obstinément de reconnaître le résultat des dernières élections législatives et qui s'acharne à nommer des gouvernements pour continuer sa politique antisociale. Nos organisations syndicales sont bien les représentantes des « forces du courage », celles des travailleuses et des travailleurs qui font la richesse de ce pays, richesse qui leur échappe à cause de politiques injustes.

Pour autant, Monsieur le président, la décision que prennent aujourd'hui nos 3 organisations syndicales n'est pas liée qu'au contexte national. Vous avez vous aussi une grosse part de responsabilité.

Revenons tout d'abord sur les mesures « anti-grève » que vous mettez en place. Nous n'avons pas la naïveté de penser que vous puissiez œuvrer à faciliter une mobilisation sociale qui défendrait notamment le service public ; les intérêts de celles et ceux qui en

ont le plus besoin ; ainsi que les aspirations légitimes des agents et agentes qui ont pour mission de servir l'intérêt général. Mais nous restons perplexes en constatant que vous n'avez jamais été aussi généreux dans la distribution d'autorisations d'absence pour les collègues « *empêchés* ». En effet, alors que vous refusez tout crédit horaire lors des intempéries, que vous refusez tout crédit horaire en cas de problème de transport, que vous refusez tout crédit horaire pour les visites médicales chez les spécialistes, que vous refusez de banaliser les journées continues liées à la canicule, là, pour tenter de minimiser la mobilisation, vous allez jusqu'à offrir des autorisations d'absence. Nous veillerons désormais à ce que cette « *souplesse aussi inédite que massive* » dans l'octroi de jours de télétravail exceptionnel ou d'autorisations d'absences trouve désormais à s'appliquer avec la même efficacité, chaque fois que les agent·es pourraient en avoir le plus besoin et notamment lors des intempéries et épisodes caniculaires précédemment évoqués.

Enfin, Monsieur le président, comme dit l'adage, « *les promesses n'engagent que celles et ceux qui y croient* », et, force est de constater que votre « dialogue social » « apaisé », « de confiance » reste essentiellement un simple « *effet de communication* » *dépourvu* de tout contenu ou presque. Il nous aura fallu moins de 9 mois pour nous en rendre compte.

L'exemple qui suit en est le plus révélateur. Vous nous convoquez le 19 novembre à un CSAL dont l'un des points à l'ordre du jour est « Déménagement des services d'Uzès » qui plus est « pour avis ». S'il est légitime que nous donnions notre avis sur ce point, sur quoi allons-nous bien pouvoir « dialoguer » alors que vous avez décidé unilatéralement d'avancer ces opérations et que les plans des locaux notamment ont déjà été présentés aux collègues pour qu'ils se positionnent sur la nouvelle organisation ?

En dehors de vos effets de communication (qui dissimulent bien mal leur finalité réelle et trompeuse), rien ne change significativement et positivement à la DRFIP. Comme celle qui vous a précédé sur le siège, vous accélérez les restructurations et les déménagements en faisant fi des difficultés liées à l'avancée des travaux (des services ont été réinstallés à Paganini dans la poussière des travaux alentours par exemple), en faisant fi des charges de travail des services du BIL et sans tenir compte de l'intérêt des agent.es d'Uzès qui auraient pu demander une mutation en septembre 2026. C'est la rupture à la Macron : on promet mais on ne change rien sinon la méthode de communication.

Vous êtes dans la continuité : vous poursuivez , vous accélérez et vous aggravez le NRP.

Pour notre part, nous sommes dans la conviction : avec les collègues, nous exigeons toujours l'abandon du NRP, des blocs fonctionnels et de toutes vos réformes qui détruisent nos emplois et nos missions.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le président, les élu.es et expert.es Solidaires Finances publiques Paris, CGT Finances publiques Paris et FO-DGFIP 75 ont décidé de quitter cette séance.